

## SUIVI TRIMESTRIEL DE LA CONJONCTURE RÉGIONALE FILIÈRE CONSTRUCTION



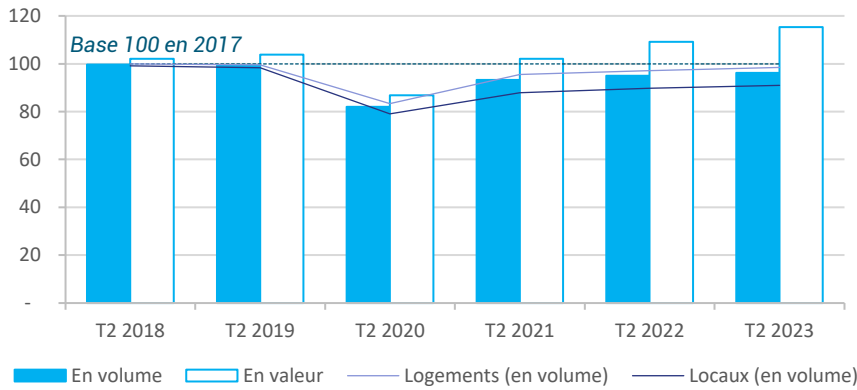
SEPTEMBRE 2023



## ➤ L'activité entretien-rénovation reste bien orientée au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, mais l'inquiétude grandit pour les mois à venir

Évolution de l'activité entretien-rénovation au deuxième trimestre par rapport au deuxième trimestre de l'année précédente (base 100 en 2017)

Unités : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



### +1,3%

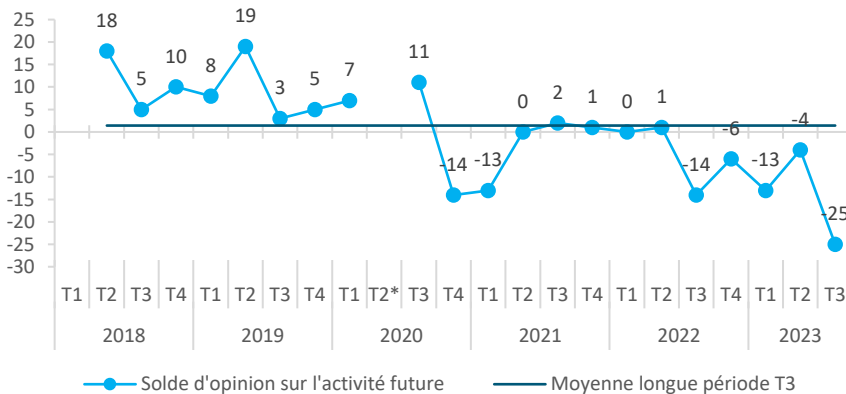
de volume de travaux entretien-rénovation facturé par les entreprises du bâtiment au T2 2023 par rapport au T2 2022

- La tendance trimestrielle est de +1,4% dans le segment résidentiel et de +1,2% dans le non-résidentiel.

En volume de travaux, l'entretien-rénovation progresse de +1,3% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+5,7% en montant de facturation). L'activité entretien-rénovation reste donc bien orientée ce trimestre, même si la progression semble ralentir par rapport aux tendances observées entre fin 2021 et fin 2022 (+2,1% d'évolution moyenne en glissement annuel entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2021 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2022).

## Solde d'opinion des entreprises du bâtiment sur l'évolution de leur montant de facturation dans l'entretien-rénovation

Unité : solde d'opinion\* (en %)



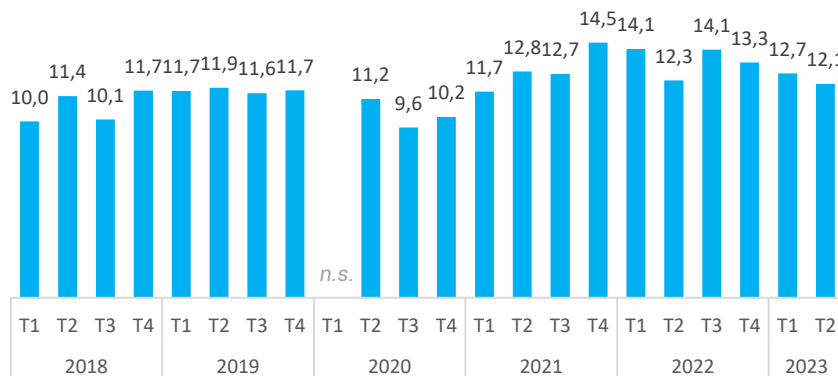
### -25 pts

de soldes d'opinion des entreprises du bâtiment sur l'évolution de leur montant de facturation en entretien-rénovation au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023

Seuls 11% des professionnels du Bâtiment de Provence-Alpes-Côte d'Azur anticipent une hausse, même légère, de leur activité entretien-rénovation dans les trois prochains mois. C'est la plus faible proportion enregistrée depuis le début du suivi en 2018. À l'inverse, 36% des entreprises prévoient une baisse de leur activité au cours du prochain trimestre, plus haute proportion jamais enregistrée, dont 14% craignent une forte baisse, score digne de la période Covid. En conséquent, le solde d'opinion s'effondre, perdant 21 points par rapport au trimestre précédent et se place 26 points en-dessous de sa moyenne longue période. L'inquiétude est donc clairement de mise pour les professionnels sur le marché de l'entretien-rénovation.

- À noter que cette inquiétude se lit pour l'ensemble de l'activité entretien-rénovation, puisque le solde d'opinion sur l'activité future concède 17 points par rapport au trimestre précédent dans le segment du logement et perd 23 points dans le segment non-résidentiel.

## Niveau trimestriel du carnet de commandes en entretien-rénovation (en semaines) des entreprises de Bâtiment



### 12,1 semaines

de carnet de commandes au T2 2023

Parmi les signaux d'inquiétude qui entourent l'activité entretien-rénovation, le niveau du carnet de commandes a toute sa place : celui-ci s'effrite progressivement depuis plus d'un an (2 semaines de pertes en quatre trimestres), les signatures de nouveaux devis n'étant pas suffisantes pour compenser l'écoulement des chantiers « accumulés » par les problèmes d'approvisionnement.

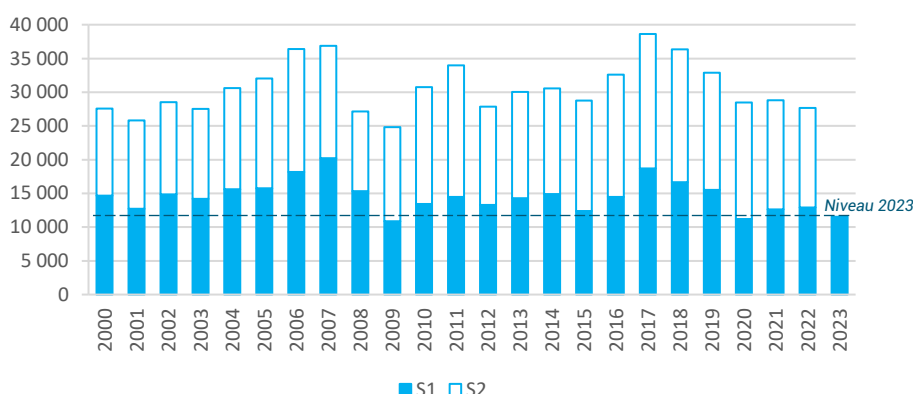
Source : réseau des CERC



## ➤ La construction résidentielle neuve s'effondre

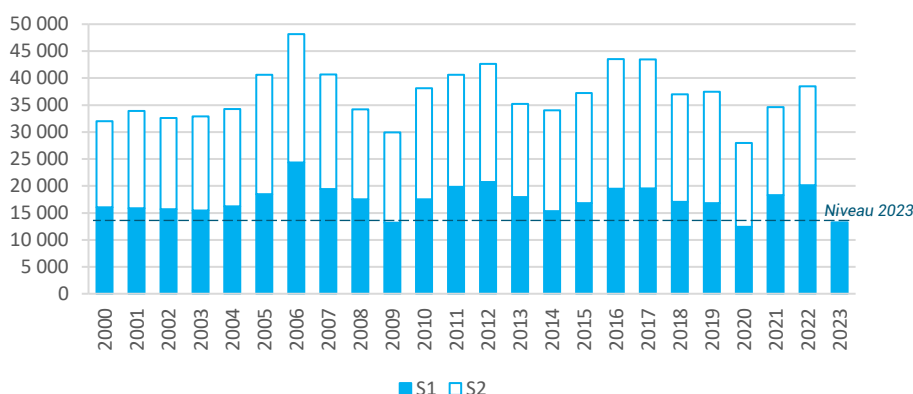
Nombre de logements mis en chantier au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2022	
Total logements commencés	11 550	-10%	▼
Individuel pur	2 960	-20%	▼
Individuel groupé	1 115	-27%	▼
Collectif	7 475	-2%	▼

Nombre de logements neufs mis en chantier au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2000



Nombre de logements autorisés au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2022	
Total logements autorisés	13 275	-34%	▼
Individuel pur	2 965	-36%	▼
Individuel groupé	1 360	-44%	▼
Collectif	8 950	-31%	▼

Nombre de logements neufs autorisés au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2000



**-10%**

de logements neufs mis en chantier au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Les mises en chantier de logements neufs ont reculé de -15% au 1<sup>er</sup> trimestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, puis encore de -5% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, alors même que l'année 2022 présentait déjà des volumes peu flatteurs. La construction résidentielle neuve poursuit donc inexorablement sa trajectoire baissière en Provence-Alpes-Côte d'Azur, entravée par la hausse des coûts de construction et surtout un fort recul de la demande.

- La chute des mises en chantier est plus nette dans le segment individuel que dans le segment collectif. Deux raisons peuvent expliquer cette tendance : une demande en logements collectifs plus résiliente grâce notamment à de nouvelles échéances réglementaires (RE 2020, Aide à la relance de la construction durable ARCD) ayant amené un afflux de demandes d'autorisation entre fin 2021 et le 1<sup>er</sup> semestre 2022, et un délai de mise en chantier plus long dans le segment collectif que dans le segment individuel, ce qui a tendance à lisser les ouvertures de chantier.

**-34%**

de logements neufs autorisés au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Les autorisations de logements neufs continuent de plonger en Provence-Alpes-Côte d'Azur : le nombre de logements autorisés sur les six premiers mois de 2023 dépasse tout juste les 13 000 unités, soit deux trimestres consécutifs sous les 7 000 autorisations. Depuis le début du suivi statistique du Ministère en 2000, il n'y a guère qu'en 2009, pire année de l'historique, que de si petits volumes d'autorisations ont été enregistrés sur les deux premiers trimestres de l'année (hors 1<sup>er</sup> semestre 2020, marqué par le confinement sanitaire strict et le fonctionnement ralenti des services instructeurs). À titre de comparaison, lors des meilleures années (2006, 2012, 2016, 2017), on dépassait aisément les 12 000 autorisations en un seul trimestre.

Le climat dans la construction résidentielle neuve s'avère donc particulièrement morose, plombé par un contexte macro-économique (inflation record, conflits géopolitiques en Europe et en Asie) et politique (lutte contre l'artificialisation, recherche de sobriété carbone et énergétique) défavorable.

- La chute des autorisations est visible sur l'ensemble des marchés résidentiels, où la tendance oscille entre -31% (dans le collectif) et -44% (dans l'individuel groupé) pour le 1<sup>er</sup> semestre 2023.

Source : SDES, Sit@del en date réelle estimée

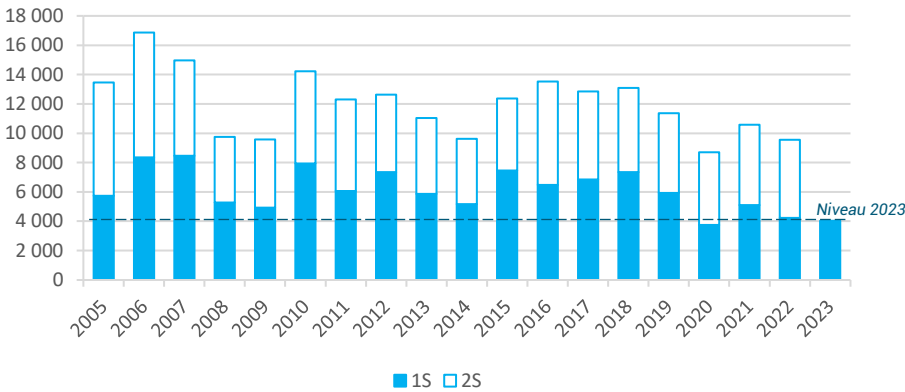




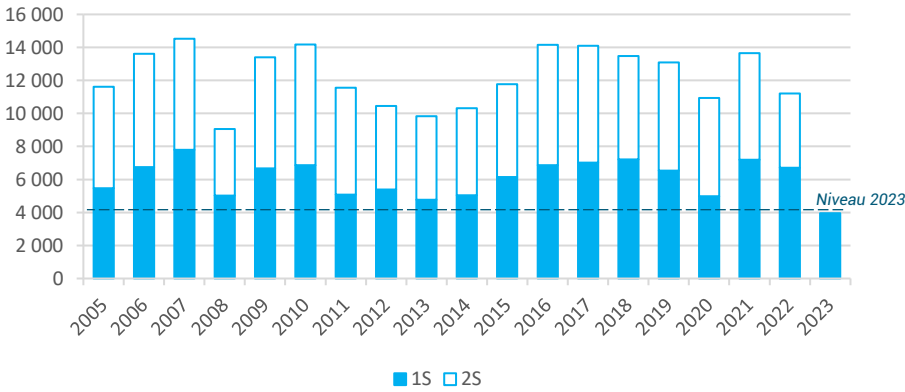
## ➤ Le marché du logement neuf grippé par une demande en berne

La commercialisation de logements neufs au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2022
Total logements mis en vente	4 045	-4% ▼
Total logements réservés	3 955	-41% ▼
Total logements disponibles (à fin juin 2023 – évol. vs fin juin 2022)	10 530	+18% ▲

Nombre de logements neufs (collectifs et individuels groupés) mis en vente au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2005

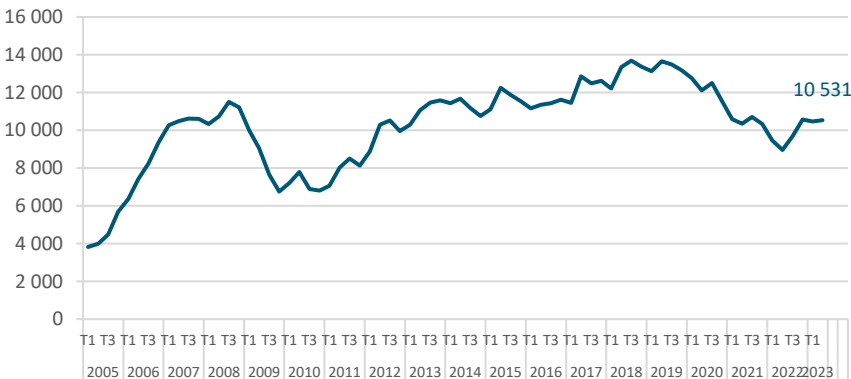


Nombre de logements neufs (collectifs et individuels groupés) réservés au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2005



Évolution de l'encours disponible de logements neufs (collectifs et individuels groupés) à la fin de chaque trimestre depuis 2005

Unité : nombre de logements



Source : ECLN

**-4%**

de logements neufs mis en vente au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Si les mises en vente de logements neufs ont progressé au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+50% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, pour un volume de commercialisations supérieur de 11% à celui du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022), cela ne suffit pas à compenser un 1<sup>er</sup> trimestre 2023 catastrophique. Au total sur les six premiers mois de 2023, à peine plus de 4 000 logements neufs ont ainsi été mis en vente par les promoteurs, le plus petit volume semestriel depuis le début de l'historique en 2005 (hors 1<sup>er</sup> semestre 2020, période de confinement sanitaire strict).

Le contexte économique reste donc tendu sur le marché du logement neuf, entre demande en berne, inflation galopante, crises géopolitiques et contexte réglementaire défavorable.

**-41%**

de logements neufs réservés au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Si l'offre en logements peine à se renouveler, la demande reste quant à elle totalement atone : à peine 2 100 réservations de logements ont été enregistrées au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (tout acheteur confondu), soit le deuxième plus petit volume trimestriel depuis le début de l'historique (2005) après... le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 ! La demande reste entravée par un contexte économique dégradé, les ménages étant pris en étau entre un pouvoir d'achat amputé par une inflation record et une hausse importante des prix de commercialisation (le prix moyen au m<sup>2</sup> des logements neufs a grimpé de +15% en deux ans). À cela s'ajoute une difficulté d'accès aux crédits accrue par la hausse des taux d'intérêts et des conditions d'octroi plus strictes de la part des banques. Le refus de crédit de la part des banques et/ou un arbitrage des dépenses plus contraint pousse ainsi les ménages à reporter voire abandonner leurs projets immobiliers.

**+18%**

de logements neufs disponibles à la vente à fin juin 2023 par rapport à fin juin 2022

L'atonie de la demande ne permet pas aux promoteurs d'écouler leur stock et donc de renouveler leur offre, ce qui bride leur capacité à lancer de nouveaux programmes. L'acquisition de logements neufs par des acteurs institutionnels peut permettre de dégripper quelque peu le marché et soulager les promoteurs, mais aucun frémissement n'est pour l'instant observé sur la vente en bloc (-3% au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022 et -7% en glissement annuel au cumul sur les quatre derniers trimestres).

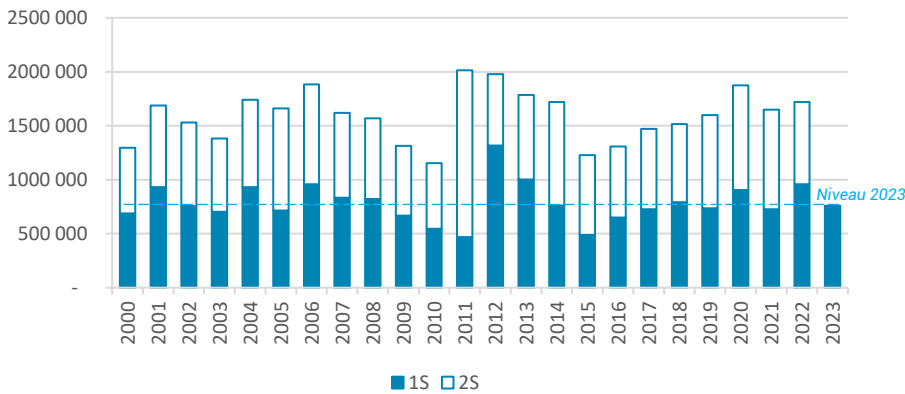




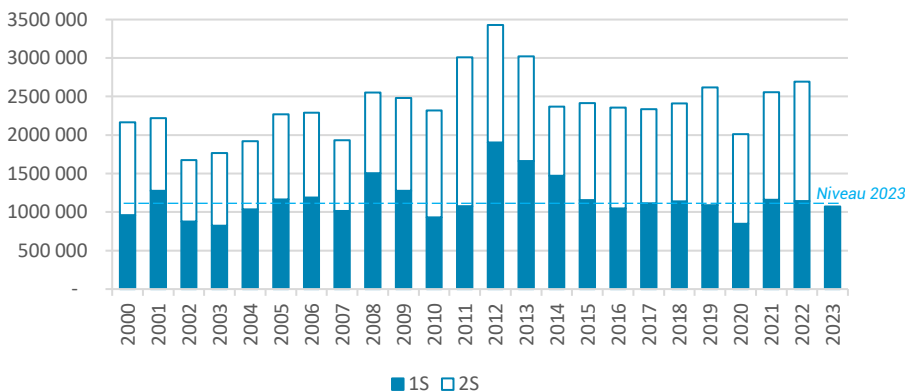
## ➤ La construction non-résidentielle marque également le pas

La construction neuve de locaux au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2022
Surface totale <u>commencée</u>	760 110 m <sup>2</sup>	-21% ▼
Surface totale <u>autorisée</u>	1 071 720 m <sup>2</sup>	-6% ▼

Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) mise en chantier au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2000



Surface non-résidentielle neuve (en m<sup>2</sup>) autorisée au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2000



**-21%**

de surface non-résidentielle mise en chantier au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Environ 760 000 m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels ont été mis en chantier au 1<sup>er</sup> semestre 2023 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, un volume en baisse de -21% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022. Alors qu'elle semblait plutôt résiliente entre 2020 et 2022, la construction non-résidentielle commence elle aussi à marquer le pas : la surface non-résidentielle mise en chantier recule de -20% au cumul sur les douze derniers mois et de -42% sur le seul 2<sup>ème</sup> trimestre 2023.

- Très dynamiques en sortie de crise Covid, les bureaux, les commerces et les services publics commencent à décliner, passant de nouveau dans le rouge au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023. Les entrepôts et locaux d'artisanats poursuivent de leur côté leur chute entamée en début d'année. Seuls les locaux d'hébergement-hôtellerie résistent et continuent d'afficher une croissance positive au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023.

**-6%**

de surface non-résidentielle autorisée au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Environ 1 070 000 m<sup>2</sup> de locaux non-résidentiels ont été autorisés au 1<sup>er</sup> semestre 2023 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en baisse de -6% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022. C'est le plus bas volume enregistré sur un premier semestre depuis 2016 (hors 1<sup>er</sup> semestre 2020, période de confinement sanitaire strict). Après plusieurs années dynamiques, les autorisations de construction de bâtiment non-résidentiels commencent donc doucement à ralentir, dans un contexte réglementaire et politique peu favorable.

- Ce ralentissement des autorisations s'observe pour l'essentiel des secteurs d'activités, à l'exception des locaux commerciaux et des locaux destinés au service public, seuls à afficher une croissance positive au 1<sup>er</sup> semestre 2023.





## ➤ Une activité qui ralentit dans les Travaux Publics

L'activité dans les Travaux Publics au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2023	Évol. en valeur du CA du trimestre par rapport au T2 2022	Évol. en valeur du CA cumulé depuis le début de l'année par rapport au S1 2022	Niveau du carnet de commandes et évol. par rapport au T1 2021
Ensemble	+0,3% ▶	+5,1% ▲	7,8 mois ▼
Terrassement	-0,4% ▶	+3,3% ▲	8,6 mois ▲
Route	-3,2% ▼	+5,6% ▲	6,7 mois ▼
Canalisateurs	+2,2% ▲	+8,3% ▲	7,3 mois ▶
Génie Civil	+13,8% ▲	+9,1% ▲	17,1 mois ▲
Électricité	+0,1% ▶	+3,5% ▲	5,6 mois ▶

**+0,3%**

d'évolution du chiffre d'affaires entre le T2 2022 et le T2 2023 pour les entreprises de Travaux Publics

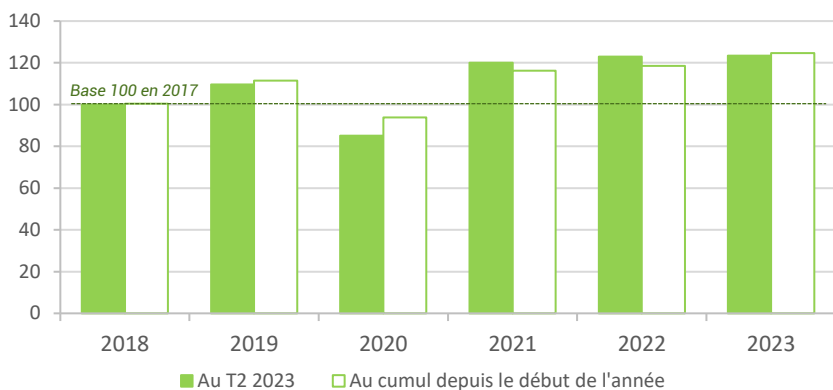
Après un 1<sup>er</sup> trimestre 2023 orienté à +6,5%, la progression du chiffre d'affaires Travaux Publics marque le pas au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023. En corrigeant cette évolution de l'effet prix, la tendance s'avère même négative ce trimestre\*. Si l'activité Travaux Publics reste donc solide depuis le début de l'année 2023 en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+5,1% en valeur au cumul sur les deux premiers trimestres de 2023 par rapport à un an plus tôt), elle montre des signes d'essoufflement.

▪ *Hormis dans le génie civil, en forte progression au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 dans la région, le ralentissement de ce trimestre s'observe dans tous les métiers. Si les canalisateurs affichent toujours du vert, la décélération est nette puisque l'activité enregistrait encore +10,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Le coup de frein est également visible dans les travaux électriques (+0,1% après un 1<sup>er</sup> trimestre à +6,3%), le terrassement (-0,4% après +3,1% au 1<sup>er</sup> trimestre) et surtout chez les routiers, où l'activité s'affiche à -3,2% ce trimestre après avoir enregistré +8,7% au 1<sup>er</sup> trimestre.*

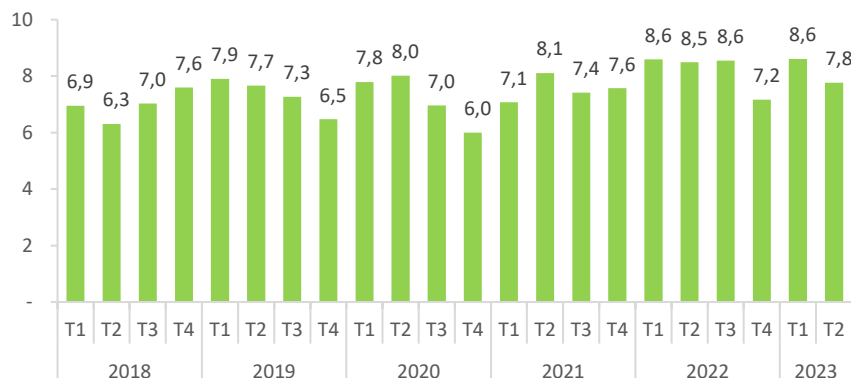
\*Que l'on prenne comme correcteur l'index TP01 (+1,2% d'évolution entre le T2 2022 et le T2 2023, +3,0% en moyenne glissante sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023) ou l'indice des prix à la consommation IPC (+5,1% d'évolution entre le T2 2022 et le T2 2023, +5,6% en moyenne glissante sur le 1<sup>er</sup> semestre 2023), l'évolution du chiffre d'affaires corrigé de l'inflation s'affichera pour le deuxième trimestre 2023 entre -0,8% et -5,3%.

### Évolution de l'activité Travaux Publics au deuxième trimestre puis au cumul depuis le début de l'année par rapport à l'année précédente (base 100 en 2017)

Unité : évolution par rapport à n-1 en base 100 à 2017



### Niveau trimestriel du carnet de commandes (en mois) des entreprises de Travaux Publics



**7,8 mois**

de carnet de commandes pour les entreprises de Travaux Publics au T2 2023

Avec 7,8 mois de travail garanti au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 pour les entreprises de Travaux Publics de la région, les carnets perdent presque 1 mois par rapport au trimestre précédent. Les prévisions d'activité restent tout de même relativement positives, le niveau des carnets de commande restant supérieur à son niveau moyen d'avant-crise (environ 7 mois de visibilité en moyenne entre 2017 et 2019).

▪ *Les carnets de commandes progressent dans le terrassement et surtout le génie civil alors qu'ils reculent dans l'activité « route », déjà mal orientée ce trimestre.*

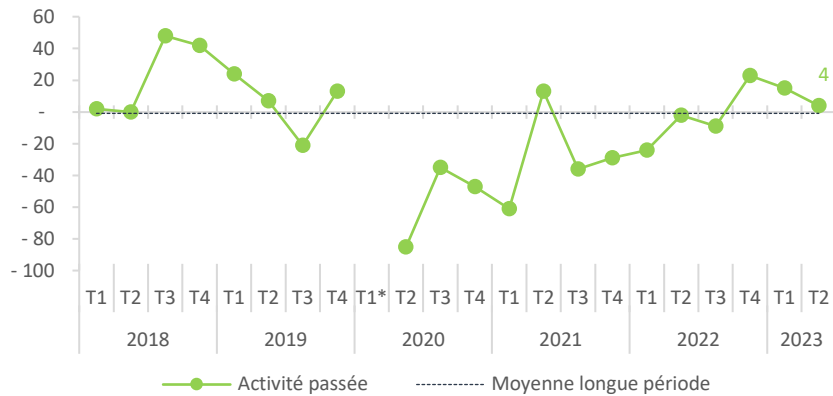




## ➤ Le moral des chefs d'entreprises de Travaux Publics s'érode face au manque de visibilité et aux difficultés de recrutement

### Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité récente

Unité : solde d'opinion\* (en %)



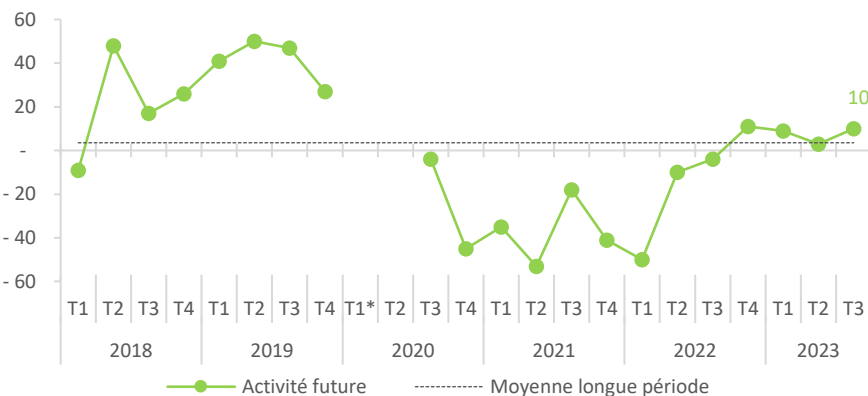
**+4 pts**

de soldes d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité récente au T2 2023

Selon la dernière enquête trimestrielle menée par la FNTP, 19% des entreprises de Travaux Publics de la région indiquent avoir vu leur activité progresser au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023, contre 15% indiquant une activité en diminution. Soit un solde d'opinion de +4, en baisse de 11 points par rapport au trimestre précédent et de 19 points par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022. Si le solde d'opinion reste encore supérieur à sa moyenne longue période (-1), le jugement des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité s'avère donc moins positif qu'il y a quelques mois.

### Évolution de l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : solde d'opinion\* (en %)



**+10 pts**

de soldes d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité envisagée au T3 2023

En ce qui concerne l'activité prévue au 3<sup>ème</sup> trimestre 2023, les entreprises de Travaux Publics de la région sont 20% à anticiper une augmentation et 10% une diminution. Ce qui veut dire que 70% des entreprises misent sur une stabilité de l'activité, signe d'un manque de visibilité pour les mois à venir.

Ce flou sur l'activité future provient essentiellement d'inquiétudes sur la capacité productive des entreprises, dans un contexte de hausse des coûts de production et de manque de main-d'œuvre, plutôt que sur un potentiel manque de marchés. Ainsi, 29% des entreprises Travaux Publics interrogées ce trimestre indiquent être limitées dans leur capacité de production par des contraintes financières, une proportion en hausse de 12 points par rapport au trimestre précédent, et, surtout, 69% d'entre elles affirment faire face à une insuffisance de personnel, 31 points de plus qu'au trimestre précédent. À l'inverse, les contraintes sur la demande se détendent, puisque les entreprises interrogées ne sont plus que 26% à craindre une demande insuffisante dans les semaines à venir, soit 23 points de moins qu'au trimestre précédent\*.

\*À noter que l'amélioration de cet item est plus due à un niveau d'activité jugé aujourd'hui suffisant au regard des difficultés productives rencontrées par les entreprises (coûts, main-d'œuvre) qu'à une augmentation prévue des demandes dans les mois à venir. À ce titre, certaines entreprises qui ont du mal à recruter du personnel qualifié et à absorber la hausse des coûts de production peuvent même être amenées à refuser de nouveaux devis.

\*Pendant la période de confinement général, l'enquête trimestrielle de conjoncture dans les travaux publics d'avril 2020, dont la collecte a été réduite à internet uniquement, a pâti d'un taux de réponse extrêmement faible et ses résultats n'ont par conséquent pas pu être diffusés. Le taux de réponse à l'enquête s'est ensuite redressé en juillet, la collecte ayant été menée à nouveau par internet et par envoi postal (questionnaire papier).

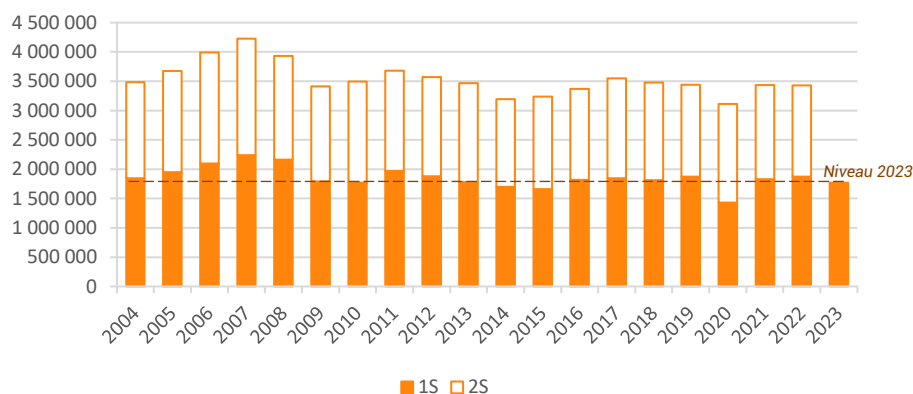




## ➤ La production de matériaux au plus bas

La production de matériaux au 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2022
Production de <u>BPE</u>	1 768 500 m <sup>3</sup>	-6% ▼
Production de <u>granulats</u>	10 667 kT	-9% ▼

### Production de BPE (en m<sup>3</sup>) au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2004

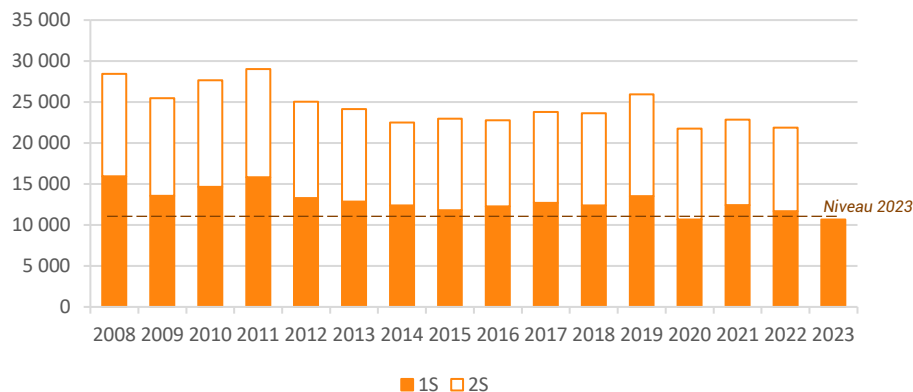


### -6%

de BPE produits au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

La production de Béton Prêt à l'Emploi recule de -7% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 en Provence-Alpes-Côte d'Azur, et de -6% au cumul depuis le début de l'année. Dans un climat morose pour le secteur du Bâtiment, notamment dans la construction neuve, la livraison de BPE s'en retrouve affectée avec un cubage produit sur 6 mois au plus bas depuis 2014-2015, pires années de l'historique (hors 1<sup>er</sup> semestre 2020, période de confinement sanitaire strict).

### Production de granulats (en kT) au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2008



### -9%

de granulats produits au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

L'activité granulats régionale poursuit sa chute et affiche un tonnage produit à -4% au 2<sup>ème</sup> trimestre 2023 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, après un 1<sup>er</sup> trimestre déjà orienté à -14%. Depuis le début de l'année 2023, c'est plus de 1 000 tonnes de granulats produits en moins par rapport à la même période de 2022, soit le plus bas niveau semestriel enregistré depuis le début du suivi statistique en 2008. Même le 1<sup>er</sup> semestre 2020 a enregistré plus de granulats produits qu'au 1<sup>er</sup> semestre 2023, signe d'une activité au plus mal.





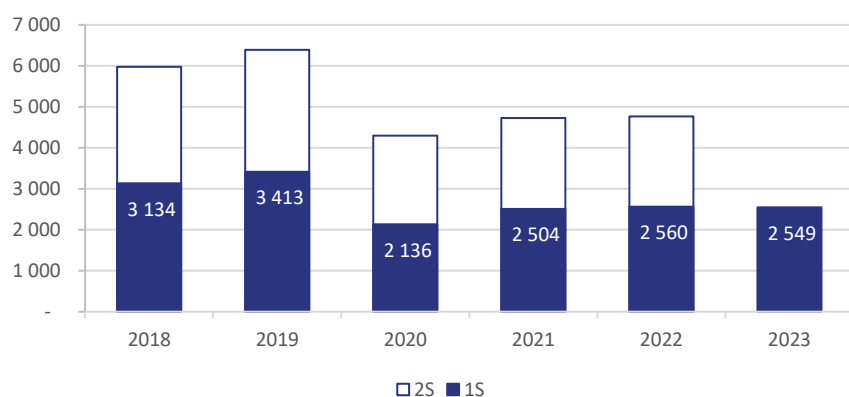
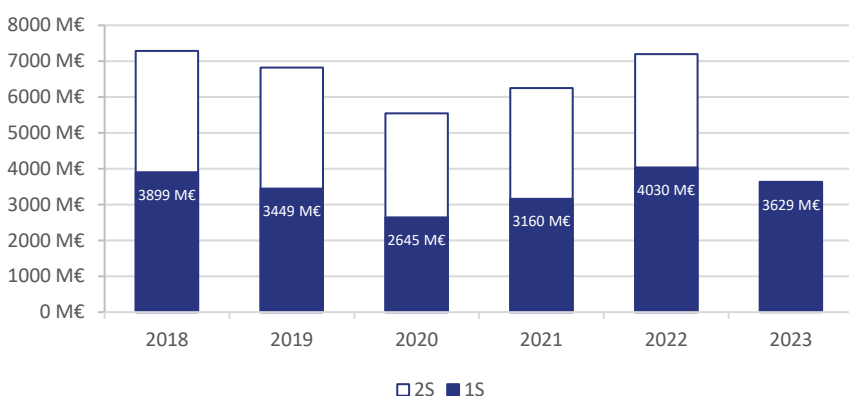


## ➤ Pas de frémissement dans la commande publique

Nombre d'appels d'offres publics de Travaux publiés au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2022
Total AO Travaux publiés	2 549	-0,4% ▶
dont TP*	918	-4% ▼
dont Bâtiment*	1 293	-1% ▼
dont pôle local (communes, EPCI, syndicats, etc.)	1 496	-2% ▼
dont conseils territoriaux (conseils départementaux et régional)	166	-11% ▼
dont État	295	-2% ▼
dont autres (bailleurs, opérateurs publics, santé, etc.)	593	+7% ▲

Montant des marchés publics de Travaux publiés au cours du 1 <sup>er</sup> trimestre 2023		Évol. par rapport au T1 2022
Total AO Travaux publiés	3 629 M€	-10% ▼
dont TP*	951 M€	-34% ▼
dont Bâtiment*	1 161 M€	-18% ▼
dont pôle local (communes, EPCI, syndicats, etc.)	1 700 M€	+2% ▲
dont conseils territoriaux (conseils départementaux et régional)	221 M€	-55% ▼
dont État	709 M€	-17% ▼
dont autres (bailleurs, opérateurs publics, santé, etc.)	951 M€	-6% ▼

\*Une partie des appels d'offre recouvre les deux secteurs d'activité sans distinction, et n'ont donc pas pu être recensés ici.

Nombre d'appels d'offres publics de Travaux publiés au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2018Montant des marchés publics de Travaux publiés au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2018**-0,4%**

d'appels d'offres publics de travaux publiés au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Au 1<sup>er</sup> semestre 2023, les acheteurs publics de Provence-Alpes-Côte d'Azur ont commandé un nombre de marchés de travaux sensiblement identique à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2022. En revanche, après l'emballement de 2022, les investissements prévus pour ces travaux semblent retrouver un peu de calme, même s'ils restent à un niveau relativement élevé.

- Dans le détail, les marchés Bâtiment s'affichent en baisse de -1% au 1<sup>er</sup> semestre alors que les marchés Travaux Publics s'affaiblissent de -4%\*. Le nombre de marchés publiés diminue chez tous les acheteurs, à part pour les opérateurs publics et les bailleurs sociaux, ces derniers investissant de plus en plus dans la rénovation énergétique de leur parc de logement.
- Concernant les investissements consacrés à ces marchés de travaux, le pôle local se démarque avec une enveloppe de nouveau en hausse cette année, bénéficiant probablement de meilleures dotations de l'État pour aménager leurs territoires. Ce dernier voit à l'inverse son niveau d'investissement dans les territoires se réduire drastiquement. Du côté des conseils territoriaux, le -55% du 1<sup>er</sup> semestre 2023 est à mettre en perspective avec un 1<sup>er</sup> semestre 2022 exceptionnel (où près de 500 M€ de marchés de travaux avaient été publiés) ; en réalité, l'enveloppe de 221 M€ consacrée aux marchés de travaux en 2023 n'est pas très éloignée du niveau de 2021.

\*En comparaison avec une tendance globale à -0,4%, ce qui signifie que les marchés recouvrant les deux secteurs d'activité sans distinction progressent sur la période (+15%).

Source : Vecteur Plus

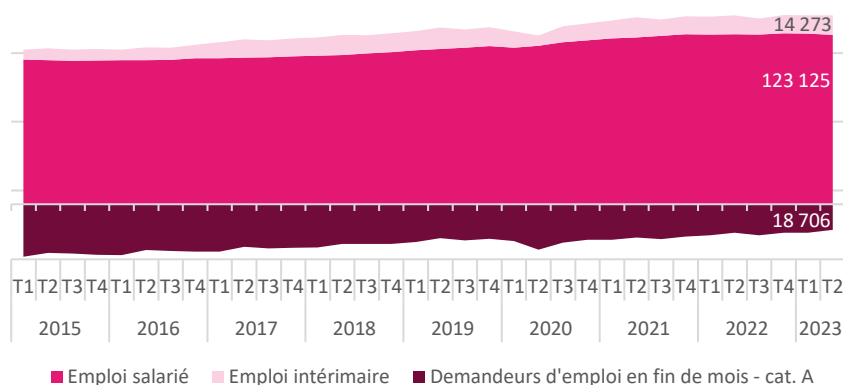




## ➤ Face aux difficultés de recrutement, l'intérim comme variable d'ajustement

Emploi dans la Construction en Provence-Alpes-Côte d'Azur		Évol. un an
Nombre de postes salariés (à fin juin 2023)	123 125	-0,5% ►
Nombre d'intérimaires (en équivalent temps plein – à fin juin 2023)	14 273	+4,5% ▲
Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (Catégorie A – à fin juin 2023)	18 706	-10% ▼

Nombre de postes salariés, d'intérimaires (en équivalent temps plein) et de demandeurs d'emploi (catégorie A) à chaque fin de trimestre depuis 2015 dans la Construction



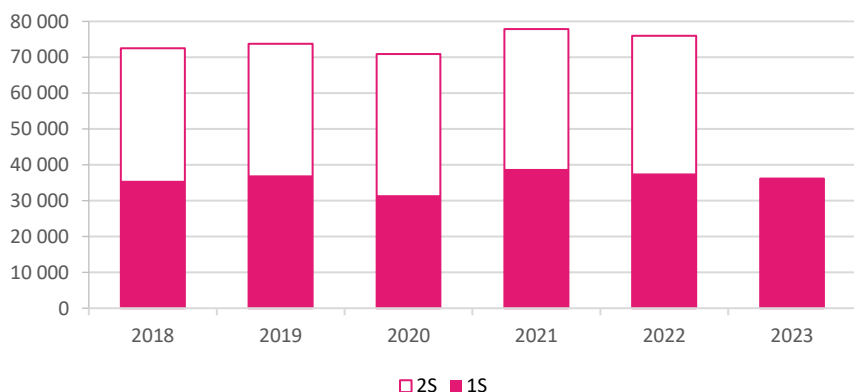
Alors que le nombre de postes salariés dans la Construction a progressé sans interruption depuis fin 2015, même lors de la crise Covid, la croissance de l'emploi salarié a décéléré en 2022 jusqu'à s'inverser aujourd'hui (-0,5% de postes salariés recensés dans la Construction fin juin 2023 par rapport à un an plus tôt). En parallèle, l'emploi intérimaire progresse dans la Construction, s'affichant à +4,5% entre fin juin 2022 et fin juin 2023, alors que le nombre de demandeurs d'emploi n'a jamais été aussi bas dans le secteur (-10% entre fin juin 2022 et fin juin 2023). Tous ces signaux mettent en lumière l'intensification des difficultés de recrutement pour les entreprises de la Construction, forcées de se tourner vers l'emploi intérimaire pour répondre à un « stock » de main-d'œuvre disponible qui s'amenuise inexorablement.

Ce constat se confirme lorsque l'on se penche sur les déclarations préalables à l'embauche recensées ces douze derniers mois dans la région dans le secteur de la Construction : sur la période juillet 2022-juin 2023, elles cèdent -3% de leur volume des douze mêmes mois précédents. Et la baisse s'accélère en 2023 puisque le nombre de déclarations préalables à l'embauche enregistrées sur les six premiers mois de l'année recule de -4% par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022, et même de -5% sur le seul deuxième trimestre 2023.

L'emploi dans la Construction semble donc atteindre un palier, les entreprises faisant face à la fois à un ralentissement de l'activité, une hausse non négligeable des coûts de main-d'œuvre (la masse salariale du secteur Construction a par exemple progressé six fois plus vite que le nombre de postes salariés depuis l'été 2021), mais surtout à un assèchement considérable du potentiel de recrutement.

Déclarations préalables à l'embauche dans la Construction en Provence-Alpes-Côte d'Azur au 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2022
Nombre total de DPAAE	36 180	-4% ▼
dont CDD courte durée (moins d'un mois)	4 825	+0,2% ►
dont CDD longue durée (plus d'un mois)	12 930	-7% ▼
dont CDI	18 425	-3% ▼

Nombre de déclarations préalables à l'embauche recensées au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année dans la Construction depuis 2018



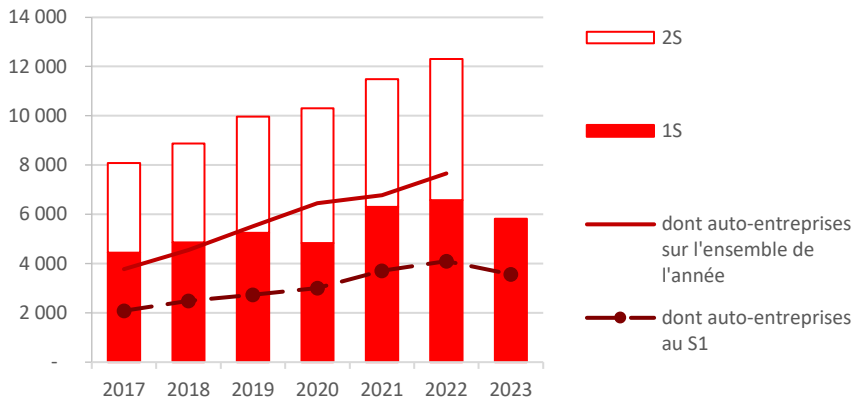


## ➤ Les créations d'entreprises de la Construction marquent le pas alors que les défaillances remontent en flèche

Les créations d'entreprises au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2023		Évol. par rapport au S1 2021
Nombre d'entreprises de la Construction créées	5 821	-11% ▼
dont auto-entreprises	3 563	-13% ▼

### Nombre d'entreprises de la Construction créées au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2017

Source : INSEE – données brutes



**-11%**

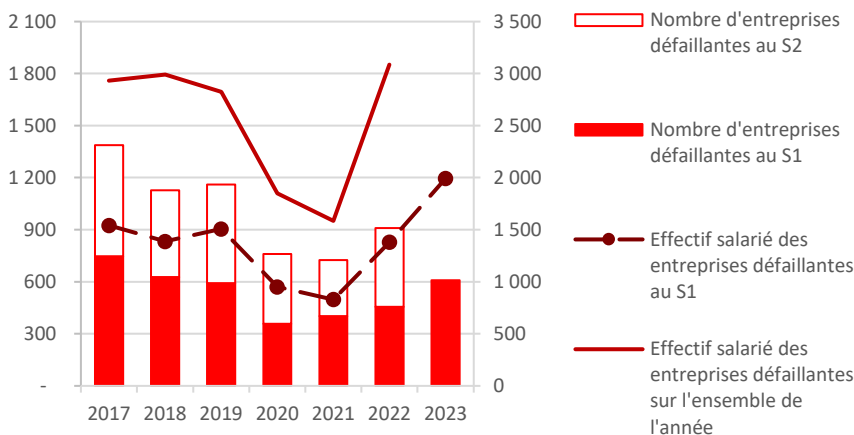
d'entreprises de la Construction créées au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

La dynamique de création d'entreprises dans le secteur de la Construction marque clairement le pas en 2023, avec environ 750 immatriculations perdues entre le 1<sup>er</sup> semestre 2022 et le 1<sup>er</sup> semestre 2023. Alors que les créations d'entreprises suivaient une trajectoire favorable depuis plusieurs années, sans même être freinées par la crise Covid, l'inversion de tendance est brutale, témoignant d'une conjoncture beaucoup plus difficile aujourd'hui pour le secteur Construction. De même, les immatriculations d'entreprises avec le statut d'auto-entrepreneurs s'affichent à -13% au 1<sup>er</sup> semestre 2023, alors qu'elles avaient tendance à s'accélérer depuis la crise Covid. Cet indicateur témoigne d'une confiance qui s'érode nettement de la part des entrepreneurs, la balance bénéfiques/risques apparaissant trop déséquilibrée pour investir dans le contexte macroéconomique actuel.

Les défaillances d'entreprises au cours du 1 <sup>er</sup> semestre 2022		Évol. par rapport au S1 2021
Nombre d'entreprises de la Construction sous le coup de procédures judiciaires	608	+33% ▲
Effectif salarié concerné par ces défaillances	1 993	+45% ▲

### Nombre d'entreprises de la Construction sous le coup de procédure judiciaires au 1<sup>er</sup> semestre puis sur le reste de l'année depuis 2017

Source : Banque de France



**+33%**

de défaillances d'entreprises de la Construction au 1<sup>er</sup> semestre 2023 par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2022

Après être tombées à un niveau historiquement bas en 2020 et 2021, les défaillances d'entreprises de la Construction sont reparties à la hausse en 2022 et continuent de grimper en 2023 : avec déjà 608 procédures engagées entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2023, les défaillances sont supérieures de plus de 33% à leur niveau du 1<sup>er</sup> semestre 2022 (environ 450 défaillances enregistrées), dépassant même leur niveau d'avant-crise (592 procédures enregistrées au 1<sup>er</sup> semestre 2019).

Si cette hausse semble logique après deux « années Covid » où le ralentissement du fonctionnement des juridictions commerciales pendant les confinements et le « quoi qu'il en coûte » gouvernemental ont offert une bouffée d'oxygène aux entreprises du pays, cette tendance à la hausse a toutefois de quoi inquiéter. La fin des dispositifs de soutien (fonds de solidarité, aide au chômage partiel, prêt garanti par l'État – PGE – et divers remises et reports d'impôts et cotisations) et le début du remboursement des prêts, impôts et cotisations semblent en effet fragiliser de plus en plus des entreprises déjà confrontées à un contexte macroéconomique particulièrement difficile.



Avec le concours des Membres de la CERC



Et avec le concours des Membres du GIE Réseau des CERC



Sources utilisées dans cette note de conjoncture :

- SDES, Sit@del2
- SDES, ECLN
- Réseau des CERC, résultats enquête entretien-rénovation
- Enquête trimestrielle FNTP/INSEE
- Enquête trimestrielle FRTP/CERC PACA
- UNICEM
- ACOSS-URSSAF et URSSAF
- DARES
- Pôle emploi
- INSEE
- Banque de France
- Double Trade

